

Numéro 44 - 29 mars 2016

**17e anniversaire du bombardement criminel de la Yougoslavie
le 24 mars 1999**

Une des grandes infamies de l'histoire



Manifestation à Ottawa contre le bombardement de la Serbie par l'OTAN le 17 avril 1999

17e anniversaire du bombardement criminel de la Yougoslavie le 24 mars 1999
• Une des grandes infamies de l'histoire

13e anniversaire de l'invasion de l'Irak par les États-Unis
• Des actions partout au pays pour exiger que le Canada se retire des guerres d'agression et d'occupation

17e anniversaire du bombardement criminel de la Yougoslavie le 24 mars 1999

Une des grandes infamies de l'histoire

L'agression aérienne de la Serbie par l'OTAN sous la direction des États-Unis, commencée le 24 mars 1999, restera comme l'une des grandes infamies de l'histoire. Les États-Unis ont lancé cette attaque pour s'emparer des Balkans et en prendre le contrôle et s'assurer qu'ils ne seraient pas contrôlés par les Allemands ou les Français. Toutes les puissances de l'OTAN sont intervenues, en collusion et en contention avec la quête de domination mondiale de l'impérialisme américain. L'OTAN a utilisé un prétexte bien préparé reposant sur le mensonge que les Serbes étaient engagés dans un « nettoyage ethnique », c'est-à-dire un génocide, contre les Albanais du Kosovo.

À sa très grande honte, le Canada s'est joint à la campagne de bombardement et s'est fait complice des crimes commis contre les Serbes et les peuples de l'ancienne Yougoslavie et des Balkans. Le Canada a contribué au mensonge du génocide kosovar « par les Serbes assoiffés de sang » et à renverser le gouvernement de Slobodan Milocevic, à l'emprisonner et à le juger sous de fausses accusations, et il a donné refuge à plusieurs personnes en disant vouloir les aider à fuir les crimes allégués contre l'humanité, lesquels n'ont jamais eu lieu, comme il a été prouvé sans l'ombre d'un doute par la suite. Voilà le « Canada, terre d'accueil » qui est si fièrement proclamé par les gouvernements canadiens successifs qui refusent toujours d'assumer leur responsabilité dans les crimes commis pour détruire l'ancienne Yougoslavie. Le Canada a aussi par la suite donné naissance à la doctrine de « la responsabilité de protéger » pour se livrer à d'autres crimes du genre depuis.



Bombardement à l'aveugle de cibles civiles par l'OTAN, dont les édifices du ministère de l'Intérieur de la Serbie (à gauche) et de la Radio-Télévision serbe

L'ordre de bombarder la Yougoslavie a été donné au commandant de l'OTAN de l'époque, le général américain Wesley Clark, par le secrétaire général de l'OTAN d'alors, Javier Solana, sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU. C'était un précédent. Clark a plus tard écrit, dans un livre intitulé *Modern Warfare* que la planification de la guerre était déjà en cours à la mi-juin en 1998 et a été complétée en août de la même année.

Le prétexte donné pour l'attaque était que la Serbie était responsable d'une « catastrophe humanitaire au Kosovo » et que Milocevic refusait de coopérer aux négociations de Rambouillet à Paris sur le statut futur de la Serbie. Les « négociations » de Rambouillet offraient à la Serbie le « choix » entre accepter que des troupes étrangères soient déployées sur son territoire ou être envahie. La décision du président Milocevic de ne pas accepter les troupes étrangères a été entérinée par l'Assemblée serbe, suite à quoi, le 24 mars 1999, l'OTAN a lancé ses attaques meurtrières.

Dix-neuf pays, dont le Canada, ont pris part à l'opération, déployant des navires dans la mer Adriatique et quatre bases aériennes en Italie, appuyés par des opérateurs stratégiques qui ont décollé de bases en Europe de l'Ouest.

Selon les estimés du gouvernement serbe, au moins 2 500 personnes ont été tuées (selon certaines sources, le nombre total de morts serait près de 4 000) et plus de 12 500 personnes ont été blessées.

Les données officielles publiées récemment par le ministère de la Défense de la Serbie font état de 1008 soldats et policiers tués, tandis que des données non officielles indiquent que 6000 civils, dont 2700 enfants, ont subi des blessures de gravité diverse.



**À gauche : centrale thermique de Belgrade bombardée par l'OTAN ;
à droite : un pont de Novi Sad bombardé**

- Les dommages totaux à l'économie et aux infrastructures du pays ont été estimés à l'époque à 100 milliards \$US.
- Les pertes de l'OTAN en hommes et matériel n'ont jamais été dévoilées.
- Des parties d'avions F-117 et F-16, des drones et des missiles de croisière sont exposés au Musée de l'aviation à Belgrade.
- Presque toutes les villes de la Serbie ont été attaquées plusieurs fois pendant la guerre qui a duré 11 semaines.
- Les bombardements ont détruit et endommagé 25 000 unités de logement, 470 kilomètres de routes et 595 kilomètres d'autoroutes.
- Les attaques ont aussi endommagé 14 aéroports, 19 hôpitaux, 20 centres de santé, 18 garderies, 69 écoles, 176 monuments culturels et 44 ponts, et 38 ponts ont été détruits.
- Pendant l'agression, l'OTAN a mené 2300 frappes aériennes contre 995 installations dans le pays et 1150 avions de combat ont lancé près de 420 000 missiles.
- L'OTAN a aussi lancé 1300 missiles de croisière, largué plus de 37 000 bombes à fragmentation qui ont tué quelque 200 personnes et blessé des milliers d'autres et utilisé des munitions interdites à uranium appauvri.
- Un tiers de la capacité de production d'électricité du pays a été détruite, deux raffineries de pétrole à Pancevo et Novi Sad ont été bombardées alors que les forces de l'OTAN ont utilisé

l'occasion pour déployer pour la première fois les bombes dites au graphite pour désactiver le réseau électrique.

Après plusieurs tentatives pour mettre fin à la guerre par voie diplomatique, les bombardements ont cessé avec la signature de l'Entente technique militaire à Kumanovo le 9 juin 1999, après quoi l'armée yougoslave et la police serbe ont commencé à se retirer du Kosovo et de Métochie.

Un jour plus tard, le Conseil de sécurité adoptait la Résolution 1244. Quelque 37 200 soldats de la KFOR menée par l'OTAN, à laquelle participent 36 pays, ont été déployés au Kosovo avec comme mandat de « garder la paix, la sécurité et s'assurer du retour des réfugiés jusqu'à ce que le plus grand degré d'autonomie soit défini pour le territoire ».

(Source : ministère de la Défense de la Serbie, B92.net. Photos : Tanjug, A. Vu i)



13e anniversaire de l'invasion de l'Irak par les États-Unis

Des actions partout au pays pour exiger que le Canada se retire des guerres d'agression et d'occupation



Ottawa, le 19 mars 2016

Le 19 mars, des manifestations se sont tenues dans plusieurs villes du Canada pour marquer le 13e anniversaire de l'invasion de l'Irak par les États-Unis et le 5e anniversaire du début de la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011. Les manifestants ont demandé que le gouvernement libéral ramène toutes les troupes de la Syrie, de l'Irak et d'autres pays et que le Canada cesse de participer aux guerres d'agression et d'occupation des États-Unis et de l'OTAN.

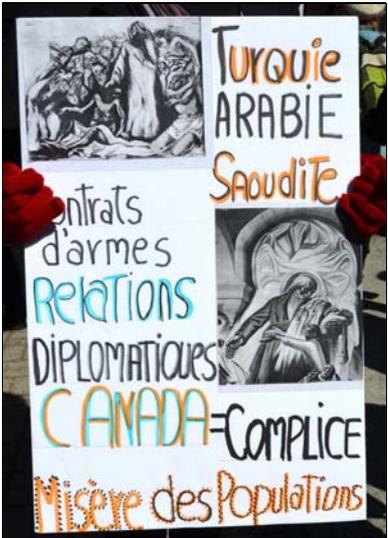
Les manifestations ont aussi mis de l'avant la demande que le Canada cesse son ingérence dans les affaires souveraines de la Syrie, de la Libye, de l'Ukraine et d'Haïti et cesse d'appuyer l'occupation israélienne de la Palestine et la demande d'un gouvernement antiguerre au Canada. À plusieurs de ces manifestations, les orateurs ont parlé de la signification de l'utilisation de prétextes pour donner une allure de légitimité aux guerres d'agression, qui ont joué un grand rôle par exemple dans la préparation des attaques contre l'Irak et la Libye. Ils ont dit que les Canadiens

doivent porter attention au recours à ces prétextes pour ne pas permettre d'autres guerres en leur nom, y compris au nom du maintien de la paix.

Halifax



Montréal





Ottawa





Sudbury



Toronto



Windsor





Edmonton





Vancouver



(Photos : LML, MAWO)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@pccml.ca